Le déclin de l'Europe? : Une affaire d'état d'esprit

Autor(en): **Tavel, Charles**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **42 (1984)**

Heft 4

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-139173

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le déclin de l'Europe? Une affaire d'état d'esprit

Charles Tavel,
Genève

En 1942 déjà, Joseph Schumpeter, l'homme qui avait mis en évidence le rôle de l'entrepreneur capitaliste et de l'innovation, prédisait dans une oeuvre magistrale[1] la disparition à terme du régime de l'initiative privée et l'avènement d'un régime de centralisation socialiste. Il accordait cependant, car cette hypothèse lui déplaisait foncièrement, un délai de grâce d'un demi-siècle ou plus aux Etats-Unis. Est-là ce que nous sommes en train de vivre?

A n'en pas douter les apparences parlent pour un déclin de l'Europe. Il convient cependant de s'abstenir de tout manichéisme. Le diagnostic n'est pas sans espoir. Il y a beaucoup d'ombres mais il y a quelques lumières. Le mal cependant est fortement engagé. Les médecins sont unanimes quant au syndrome. Qu'ils soient de l'OCDE, du GATT ou de la CEE, du *Wall Street Journal,* de l'*Economist* ou de *Newsweek,* tous s'accordent à relever des symptômes tels que: croissance subminima, perte importante des parts de marché mondial surtout dans les techniques d'avenir, fragmentation et rigidité des marchés conduisant à une «arthrite économique», subventionnement du statu quo au lieu de l'évolution des structures, floraison du travail au noir dû à l'intervention de l'Etat et à des politiques sociales irréalistes, perte de confiance en l'avenir, disparition du goût du risque, etc. Ce sont là des symptômes évidents. Ce ne sont pas les causes.

Nous allons tâcher d'analyser ces dernières, du moins certaines d'entre elles, mais, *d'ores et déjà, soyons attentifs au fait que derrière ces causes concrètes se cache partout ou presque, comme mobile ou comme effet, l'existence d'une mentalité défensive, la perte du caractère offensif, du dynamisme foncier et juvénile qui naît de la foi en ce qu'on entreprend et qui engendre la réussite.*

Le déclin de l'Europe? C'est une affaire d'état d'esprit. La pusillanimité qu'on observe trop souvent la conduira à sa perte. L'esprit d'entreprise, la volonté de s'affirmer, l'effort commun, mais aussi la foi dans leur mission peuvent donner la réussite aux Européens. Car ils ont pour cela l'essentiel: la capacité intellectuelle, la connaissance, le capital et le plus grand marché développé interne au monde.

LA TOILE DE FOND

Pour préciser la situation il faut d'abord prendre conscience du fait que nous sommes en train de vivre l'une des plus grandes évolutions que le monde ait connue en si peu de temps.

---

[1] *«Capitalism, socialism and democracy».*

Le progrès technique

La nature et l'amplitude du progrès technique que nous vivons depuis deux à trois décennies doivent figurer en tête de toute énumération, car il est de loin la cause la plus importante de la mutation dans laquelle nous nous trouvons: la microélectronique et son cortège de descendants: l'informatique, l'automation, les télécommunications, la bureautique, l'accroissement considérable des possibilités de l'esprit humain (conception, calcul, mise en oeuvre, contrôle) grâce aux ordinateurs; mais aussi la biotechnologie, la génétique et les possibilités techniques offertes par les lasers, les fibres optiques, les installations offshore...

Où l'Europe se situe-t-elle dans ces voies d'avenir? Certes nous avons des réussites apparentes:

— dans les sciences pures: le CERN par exemple;

— dans les sciences appliquées: l'Airbus, encore qu'il sorte à peine de l'enfance industrielle.

On peut dire aussi que la recherche d'un Philips, par exemple, est l'une des meilleures au monde mais que, pour des raisons qui tiennent en partie à la sclérose des marchés et à l'esprit nationaliste des pays européens, Philips se fait coiffer au poteau par les Japonais et les Américains.

De fait, les USA ont à leur actif 50% des produits électroniques vendus dans le monde, le Japon 40% et l'Europe... 10%. Cette dernière n'a produit que 40% des «chips» vendus sur son territoire en 1983 et, dans les ordinateurs, la proportion est plus basse encore.

Un exemple est tristement illustratif de notre mentalité défensive et stérilisante. Le prix mondial du sucre est aujourd'hui inférieur au tiers du prix fixé par la CEE. Or le sucre est un élément essentiel des milieux de culture utilisés en biotechnologie. La Commission de la CEE a donc proposé de vendre à cette fin aux usines chimiques, et cela au prix mondial, une partie du surplus de son stock. Les barons du sucre l'en ont empêchée par peur d'un précédent qui risquerait de mettre fin à leur position d'oligopole; par crainte aussi qu'une partie de ce sucre à bon compte soit revendue sur le marché alimentaire par les usines chimiques avec profit! Résultat: les usines européennes ne pouvant produire compétitivement doivent renoncer aux développements en biotechnologie ou transférer leur production là où elles peuvent acheter le sucre au prix mondial, c'est-à-dire hors de la CEE.

Le même esprit anime l'intervention des gouvernements, dans des programmes de recherche coopérative, tels qu'ESPRIT ou le projet prévu pour rattraper le retard européen en biotechnologie. Pour des raisons bassement politiques, le budget de ce dernier projet a été réduit à 30 millions d'Ecus, alors que le budget agricole de la CEE, purement défensif, est de l'ordre de 19 milliards d'Ecus. «Ce que nous n'aimons pas dans ESPRIT, est qu'il est rapidement devenu un objet politique», disait aussi le président de la plus grande firme européenne d'électronique.

L'une des caractéristiques majeures du développement technologique est qu'il a changé les ordres de grandeur. Il faudra plus de $ 2 milliards pour développer la prochaine génération d'échangeurs digitaux pour les téléphones. A de tels niveaux, les coopérations, même entre

géants, deviennent une nécessité. Entre Européens? Philips, dégoûté par 12 ans de négociations stériles avec les politiciens français, a fermé la porte à Thompson chez Gründig et s'est allié par ailleurs avec ATT. Olivetti a fait de même.

A des niveaux d'investissement moins importants, tels que ceux des pharmaceutiques, la mise a aussi considérablement monté. Il faut aujourd'hui $ 50 millions pour développer et tester un nouvel antibiotique. Les petite firmes ne sont plus dans la course. Chacun le sait, les PME sont à priori plus créatrices que les grandes firmes, mais elles opèrent dans des créneaux qui sont dorénavant tributaires des développements faits par les géants. Si nécessaires soient-elles, ce ne sont pas elles qui sauveront l'Europe si nous perdons le contrôle des nouvelles technologies. Les industries traditionnelles elles-même (auto, mécanique, chimie, énergie, aviation, etc.) dépendront étroitement de ces dernières.

Les nouvelles dimensions de la R & D, et donc du risque, justifient-elles l'intervention de l'Etat ailleurs que dans la recherche fondamentale? L'observation montre en tout cas que des pays tels que le Japon et la Suisse ont réussi jusqu'ici mieux que d'autres avec des niveaux de financement étatique de la R & D moitié moins grands que d'autres.

Et il est d'emblée certain que la recherche privée sera décisive dans le développement à venir des télécommunications. Pourquoi? Parce que ce qui compte pour beaucoup en technologie, c'est la responsabilité assumée par les entrepreneurs et la faculté d'exploiter très vite les résultats de recherche. Or nous sommes en Europe mordus par le virus étatique.

Le changement des structures

Ce changement tient à trois causes principales :

— le transfert dans les pays du Tiers Monde d'une partie de nos industries traditionnelles, tributaires de la main-d'oeuvre et de certaines matières premières;

— les changements de dimensions mentionnés plus haut;

— les surcapacités de production qui ont été créées en grande partie sur la base de l'euphorie des années 60 où l'avènement d'une saturation, pourtant prévisible, des marchés n'avait pas été anticipé.

L'Europe a clairement manqué ce tournant. Sans parler des mesures protectionnistes dont le monde entier s'est montré coupable, les gouvernements européens ont en partie stérilisé des ressources essentielles pour le maintien d'entités moribondes au lieu d'investir dans l'avenir. Pendant ce temps, le Japon prenait le problème à bras le corps. Les industriels eux-mêmes stérilisaient leurs capacités de production excédentaires (acier, pétrochimie, textiles, chantiers navals, charbon, aluminium, voire ciment), respectivement les transféraient dans les pays en voie de développement. L'Europe s'y est pris très tard, d'abord dans les multinationales de la chimie puis, mais mal pour des raisons politico-sociales, dans le charbon et l'acier.

La mutation economique

Il a fallu un temps infini pour que nous reconnaissions (mais l'avons-nous vraiment fait?) que, depuis 1975, nous ne vivions pas seulement une récession mais aussi une mutation fondamentale:

— le chômage n'est pas conjoncturel mais structurel et l'on s'aperçoit aujourd'hui en Europe que la reprise ne change pratiquement rien à l'ordre de grandeur des statistiques. Presque toutes les mesures de lutte contre le chômage ont été d'inspiration conjoncturelle. Elles nous ont fait perdre du temps et de l'argent. Ni le Japon, ni les Etats-Unis n'ont vraiment cédé à cette tentation, certaines mesures protectionnistes des USA mises à part;

— la croissance démographique tend vers zéro et nous allons vers un vieillissement moyen de la population avec toutes les conséquences que cela comporte[2];

— la croissance économique très basse atteint l'asymptote;

— le revenu disponible des individus tend, lui aussi, à se stabiliser;

— les ressources disponibles seront affectées par la crise financière des pays du Tiers Monde;

— le protectionnisme a des causes si profondes que nous devrons probablement l'endurer pendant les dix prochaines années encore.

Tous ces phénomènes, hélas tendent à étouffer le dynamisme. Mais ils ne seraient pas létaux si nous n'étions pas atteints d'un mal plus profond: la recherche de la sécurité à tout prix.

La recherche de la sécurité à tout prix

Les temps que nous vivons sont caractéristiquement incertains. La permanence du chômage s'ajoute à l'arrêt de la croissance. Nous faisons face à l'assaut des produits japonais et serions plus atteints encore par la vague américaine si le dollar ne nous était pas si favorable. Il est compréhensible que les salariés, impuissants devant les événements, cherchent à assurer leur emploi. Mais les syndicats veulent obtenir cette sécurité sans perte de revenus (voire si possible avec un revenu accru) et en diminuant les temps de travail (horaire hebdomadaire, vacances, retraites anticipées). C'est en l'occurence créer la quadrature du cercle pour les industries exportatrices.

Les détenteurs de capitaux fuient plus encore le risque que par le passé, à très peu d'exceptions près. Après tout pourquoi risqueraient-ils puisqu'ils peuvent aujourd'hui obtenir un rendement net très honorable avec un risque apparemment faible. Plus encore: pourquoi le feraient-ils puisqu'ils sont sûrs d'être fiscalement pénalisés, en cas de réussite, par des Etats contraints de payer leur facture sociale et administrative. Nous faisons face ici, autant pour les financiers que pour les gouvernements, à une optique à dangereusement court terme[3].

---

[2] Cf. *Revue économique et sociale:* «Conséquences économiques du vieillissement démographique», décembre 1983.

[3] Cette affirmation mériterait un beaucoup plus long développement car il faut tenir compte au départ du changement de nature des porteurs de capitaux et des institutions qui gèrent ces derniers. De plus nous manquons en Europe, contrairement aux USA et au Japon, d'hommes capables de gérer le risque.

Restent les managers. Gardons-nous certes de généraliser, car il en est de fort valables et il est patent que, dans le climat morose où nous sommes plongés, il y a encore des entreprises, dans toute l'Europe, qui réussissent brillamment. Mais elles ne sont pas la majorité. Car, et cela ne date pas d'hier, le manager européen tend à passer du statut d'entrepreneur à celui de gestionnaire. La différence réside dans la créativité et dans le goût du risque.

L'oeil fixé sur le court terme, ces managers n'osent pas lever le regard vers le long terme. Ils ne savent pas prendre une vue d'ensemble, alors même que ceux qui réussissent affirment que c'est là la clé du succès. Ils seront balayés par la vague des nouvelles technologies (voyez les horlogers).

Certes ces managers peuvent invoquer des excuses: leurs actionnaires exigent des résultats à court terme; ils doivent passer le plus clair de leur temps à résoudre des problèmes administratifs, sociaux et autres qui leur sont imposés; le climat européen est mauvais pour les dirigeants d'entreprises, critiqués s'ils faillissent ou s'ils réussissent. Les charges qu'encourent les entreprises ne leur permettent plus de dégager les marges nécessaires à une politique du risque. Bridés par toutes sortes de limitations, de nécessité de référer à des comités d'entreprises, de respecter des règlements irréalistes et tracassiers, ils ne sont plus libres de leurs mouvements. Tout cela ne manque pas de pertinence, mais alors pourquoi certains réussissent-ils malgré tout?

La différence réside dans le fait que les uns sont *entrepreneurs* et les autres *managers*. Le développement des techniques de gestion, les concentrations souvent nécessaires, ont tendu à modifier les optiques. Schumpeter a eu en cela raison. Mais est-il vrai, comme il le prédit, que ce mouvement conduira à l'emprise socialiste? Voyons donc! Sans que l'on vive partout l'étatisation mitterrandesque ou wilsonienne (qui est exactement ce qu'annonçait Schumpeter), nous sommes déjà, partout, tributaires de l'influence socialiste.

L'INFLUENCE DE LA GAUCHE

Certes, nous sommes un continent viellissant. Certes, à tous les niveaux, nous tâchons avant tout de défendre notre acquis. Certes nous n'avons plus, comme les Américains, de territoire vierge à occuper ou, comme les Japonais, un standard de vie moyen à améliorer. Tout cela peut expliquer notre attitude défensive. Mais le porteur de la mentalité qui nous condamne au déclin économique est ailleurs.

La bipolarité

Il est frappant de constater qu'aujourd'hui la vie politique des nations occidentales, malgré un pluralisme apparent, se résume à une politique de balance entre deux pôles: la droite, qui se réclame de l'économie de marché, et la gauche, qu'elle soit marxiste ou social-démocrate. Un véritable centre susceptible de gouverner n'existe plus. Certes, chaque pôle a marqué l'autre de son influence: la politique de la droite est fortement teintée de social, alors que la social-démocratie admet, le plus souvent, l'économie de marché. Mais à nos fins, il n'est pas complètement arbitraire de caricaturiser les tendances comme suit:

— la droite a pour vocation de créer la richesse. Elle y a largement réussi, depuis Adam Smith, mais elle a, ce faisant, engendré à l'époque un état de fait socialement inacceptable;

— la gauche est née de cette situation et, depuis Marx, a axé tout son effort à la rectifier. Elle a produit ce faisant une théorie économique et sociale, le marxisme, qui a si parfaitement échoué en Occident que nous ne la prendrons pas ici en considération. A telle enseigne qu'aujourd'hui la vocation du socialisme se réduit à exiger une redistribution de la richesse et du pouvoir.

Ce faisant, l'agressivité de la gauche se résume au plan social et politique. Elle n'a fait aucun apport positif à la création économique à tel point que, lorsqu'elle assume le pouvoir, elle est contrainte, comme elle le fait en France ou en Suède (celle non de Palme mais de son Ministre des Finances Feldt), d'adopter des politiques économiques libérales en reniant du même coup ses promesses électorales. L'action politique de la gauche n'est plus guère que revendicative. Face au processus créatif, elle est exclusivement défensive.

Il est totalement justifié d'affirmer aujourd'hui que l'homme est la référence suprême et que l'économie comme la technologie sont là pour le servir et non l'inverse. Mais là où le socialisme et les syndicats qui s'en réclament ont outrepassé les limites est que, depuis les années 70, ils ont exigé la distribution d'un gâteau qui n'existait plus. Ils ont créé des Etats sociaux et des lois et arrêtés, tous basés sur l'hypothèse d'une croissance qui n'est plus. Cet état de fait a pour conséquence de paralyser nos économies, d'ajouter à leurs difficultés, de les démotiver, de leur soutirer les moyens qui devraient leur permettre de risquer, bref de les condamner à la non compétitivité et donc au déclin. Certaines des «conquêtes» du socialisme sont certes justifiées mais, hélas, les excès qu'elles comportent ne peuvent plus être rectifiés lorsque le balancier politique oscille à nouveau du côté de ses adversaires.

Encore cela n'est-il pas le plus grave. La bipolarité qui caractérise la politique a crée du haut en bas de l'échelle socio-économique un esprit antagoniste, hargneux, qui divise les nations et stérilise l'effort créateur. Bien que les USA et le Japon vivent une situation similaire, les antagonismes, propres à toutes démocraties, y sont d'une autre nature. Il reste dans ces pays que le bien être de la communauté et non pas la victoire des idéologies y est la référence suprême. Tel est de moins en moins le cas en Europe.

L'influence débilitante des thèses de la gauche

La force électorale de la gauche réside dans le fait qu'elle se présente comme le parti de l'humain et de la générosité. Ce fait même l'entraîne à la surenchère. Il serait légitime que se crée un équilibre entre la gauche et la droite mais, en l'état, il ne peut guère s'agir que d'une symbiose. Car la gauche pour distribuer a besoin du capitalisme pour créer. Si elle débilite l'économie, dont elle se nourrit, elle condamne la communauté au déclin. En l'occurence, elle y tend par les effets paralysants mentionnés plus haut, mais plus encore par son action démotivante sur ceux qui assument le processus de création. Ce ne sont pas les idées générales elles-mêmes qui sont en cause: une partie d'entre elles sont aujourd'hui endossées par le libéralisme. C'est la mise en oeuvre qui pêche:

— répartir les revenus? Oui, à condition que, par excès, on n'aboutisse pas à un sentiment de spoliation qui enlève toute envie d'entreprendre. Il est de plus «ridicule» (Laurent Fabius dixit) de condamner le profit;

— donner à ceux qui sont dans le besoin? Oui, à condition de ne pas créer une mentalité d'assisté;

— défendre l'environnement? Bien sûr, chacun applaudit. Mais comment? En cédant à la panique du nucléaire sans pouvoir afficher pour cela de raison sérieuse? L'énergie électrique abondante est une condition essentielle de la compétitivité et du développement économique;

— condamner les multinationales qui sont les principales porteuses des technologies d'avenir et au surplus une des plus grandes chances de développement effectif du Tiers Monde? Mais pourquoi donc?;

— le pacifisme? Mais personne en Europe ne désire la guerre. La question est de savoir comment l'éviter.

On pourrait multiplier ad libitum ces questions. Mais il est des effets sournois de cet état d'esprit qui causent plus de tort encore parce qu'ils sont démoralisants et qu'en l'occurence on ne les retrouve ni aux USA, ni au Japon. La critique systématique du monde des affaires crée un climat démotivant en Europe. La réussite y est stigmatisée au même titre que l'échec alors que chez nos concurrents la réussite est louée et les dirigeants bénéficient d'un préjugé favorable. De même la technique et la science sont portées au Japon et aux USA par l'opinion publique. Pas chez nous.

La jeunesse

C'est pour l'Europe un sérieux handicap que les thèses de la gauche aient marqué, sans qu'elle s'en doute forcément, une part non négligeable de la jeunesse universitaire. Ce dont nous avons besoin est d'une jeunesse dynamique, marquée de l'esprit juvénile de compétition, convaincue que le travail anoblit, qu'il est une raison d'être. L'influence des intellectuels européens y est contraire. «Le résultat, dit un rédacteur de l'*Economist*, est que «Europe's spoilt adolescents are no match for the toughs brought up in America and Japan»[4].

On peut comprendre que les thèses «généreuse» de la gauche parlent aux jeunes, car la générosité, l'ouverture aux autres est part de leur nature. Mais il faut souhaiter que l'Université, au lieu de propager des idéologies, ce qui est en Europe le cas de trop d'entre elles, considère comme sa vocation de donner aux jeunes les éléments d'analyse et de synthèse leur permettant de se faire un jugement global en toute connaissance de cause.

Ce devrait être, en particulier, le cas des littéraires et des Facultés de sciences humaines, pour qui le jugement critique et la recherche de la vérité devraient être une raison d'être.

Ce disant, nous partons bien entendu d'un a priori. Car c'est vrai, l'Europe a le choix. Elle est libre d'adopter les thèses de la gauche, de juger qu'elles sont moralement supérieures. Mais

[4] Est-ce un hasard si cette phrase est difficilement traduisible en français? En plus proche approximation: «La jeunesse européenne comblée n'est pas à la mesure des jeunes durs éduqués en Amérique et au Japon».

alors il faut qu'elle sache qu'elle opte délibérément pour le déclin économique et toutes ses conséquences sur les plans politiques, sociaux et culturels. Si elle décide par contre de réagir, elle n'a guère qu'un choix.

LA SOLIDARITÉ

La bipolarité et ses antagonismes stérilisants à tous les niveaux de la société a donné la mesure de nuisance. Nul ne songera à mettre en question qu'une politique de «checks and balances» est une institution réaliste et nécessaire. Mais cela encore n'est qu'une idée générale et on ne dira jamais assez le mal que les idées générales mal digérées ont fait à l'humanité. Nous ne contesterons pas non plus que la lutte fasse partie de la nature humaine, qu'il est légitime de défendre ses intérêts et qu'en fin de compte l'esprit de compétition que nous prônons n'est autre qu'une forme de lutte.

Mais sur le plan socio-économique il y a le comment, les règles du jeu. Le Japon et la Suisse ont deux choses en commun. Ils sont grandement dépourvus de ressources naturelles et doivent réussir à exporter pour survivre. Or, ils sont parmi les seuls pays à avoir une balance des revenus nettement positive. Et tous deux y sont parvenus parce qu'ils ont, jusqu'ici, poursuivi une politique de «checks and balances» basée sur la recherche de l'entente. Chacun à sa manière.

Les Japonais, du haut en bas de l'échelle, vivent pour leur pays et pour leur entreprise. Le succès de l'un et de l'autre leur tient profondément à coeur. Les Suisses ont adopté la paix du travail. Et au lieu de pratiquer, aux plans national, cantonal et communal, une politique de bascule les partis gouvernent ensemble.

Aux USA, des entreprises au bord de la faillite ont tenté l'expérience de la solidarité. L'usine de «Detroit Trim», appartenant à Chrysler, allait être fermée, parce que gravement déficitaire, quand le syndicat et le management ont décidé de collaborer. Elle a du coup accru sa productivité de 25%, s'est sauvée par elle-même et son avenir aujourd'hui semble assuré. L'usine Ford de Louisville, surnommée alors «Lousyville», passa par la même expérience en 1979. Elle se redressa en quelques mois et est aujourd'hui l'une des plus productives du groupe.

L'Europe connaît certes des expériences similaires. Et l'on s'aperçoit dans tous ces cas que la motivation de l'homme pour «son» entreprise et pour «son» produit apparaissent comme la clef de voûte de tout succès industriel[5]. En fin de compte, c'est au niveau de ses entités éonomiques, et non à celui de ses politiciens qui ont pour la plupart perdu le respect des masses, que l'Europe pourra retrouver son dynamisme. C'est là où on travaille, non là où on discute, que doit se décider le sort du continent. Alors le bon sens et la foi retrouveront leurs droits... et leurs devoirs.

Il n'en reste pas moins que les nations européennes elles-mêmes seraient bien inspirées de pratiquer, elles aussi, la solidarité. Car, sans elle, le déclin de l'Europe peut être considéré comme chose acquise.

---

[5] Dans «*In Search of Excellence*», de R. H. Waterman Jr et Thomas J. Peters (Harper & Row 1983), cette thèse est excellement développée. Voir aussi: «*L'Ere de la Personnalité*», de C. Tavel (CNRS 1975).